

Comment nous avons commencé à construire

G. Lomov^[1]



Lomov-Oppokov dans les années 30 (Wikipedia)

Source : Lénine en Octobre 1917. Témoignages d'artisans de la révolution d'Octobre (Recueil collationné par l'Institut Marx – Engels – Lénine de Moscou), *Bureau d'Éditions, Paris, 1934, pp. 57-67.*

Avec quelle rapidité le temps s'écoule ; à quel rythme accéléré se développe la révolution ! Il n'y a pas bien longtemps, peu avant l'insurrection d'octobre, le 16 septembre, l'organe central de la presse bourgeoise, la « *Retch* » écrivait :

« Les bolchéviks, à part quelques fanatiques, ne sont braves qu'en paroles. Prendre tout le pouvoir, ils ne le pourraient pas de leur propre mouvement. Ces désorganiseurs et ces destructeurs... en réalité sont des froussards ; au fond de leur âme, ils sentent parfaitement leur nullité intérieure, et le caractère éphémère de leurs succès actuels. Aussi bien que nous tous, ils comprennent parfaitement que le premier jour de leur

[1] Lomov G., pseudonyme d'Oppokov, Georgi Ippolitovitch (1888-1938), bolchevique depuis 1903, dirigeant du syndicat des métaux à Moscou. Secrétaire du Comité du parti de Saint-Petersbourg (1909). Arrêté et exilé en 1916. Membre du Comité central en 1917. Commissaire du peuple à la Justice après la Révolution d'Octobre. Opposé à la paix de Brest-Litovsk, il démissionne de ses charges après la signature du traité en mars 1918. Membre du Présidium, puis Président du Conseil supérieur de l'économie nationale (1923-1931), Vice-président du *Gosplan* (Comité de planification d'État) (1931-1933), il a dirigé l'industrie pétrolière de l'URSS. Membre pour un temps de l'Opposition de gauche, puis fin des années 1920 de l'Opposition de droite de Boukharine-Rykov. Arrêté en 1937 et exécuté en 1938.

triomphe final sera en même temps le jour de leur chute violente. Le meilleur moyen de se libérer du bolchévisme pour de longues années et de le détruire, serait de confier à ses chefs les destinées du pays. »

Et voilà que les destinées du pays ont été conquises de haute lutte par les bolchéviks. Le « *premier jour* » de notre triomphe est passé il y a longtemps et il ne semble pas qu'il ait été le jour de notre « *chute violente* ». Pendant ces dix années (*), dans le feu ardent la guerre civile, les chemins bolcheviques ont été éprouvés et forgés d'une telle manière que nous avons le droit d'affirmer que dans les dix années prochaines nous avancerons avec plus de facilité. La politique de la bourgeoisie et la politique du bolchévisme ont été éprouvées par l'histoire, et c'est le bolchévisme qui a vaincu.

Il m'est arrivé de prendre une part active à la tempête d'Octobre et aux premiers efforts de l'édification du socialisme en U.R.S.S. A la fin de l'année 1917, je suis entré à la direction du Conseil supérieur de l'économie publique où j'ai travaillé en qualité de président par intérim presque jusqu'au passage à la N. E. P. [2]

Nous n'avions pas encore d'appareil bien constitué. Tout ce que nous avons trouvé dans le magnifique édifice du ministère du Commerce et de l'Industrie, situé quai Toutchkovoï, c'était 6 voitures avec leurs chauffeurs, remplis d'enthousiasme et désireux de montrer leur dévouement à la révolution et aussi deux dizaines de courriers qui étaient tous à leur place. Il n'y avait pas moyen de trouver un seul employé ; tout le monde jugea, comme les rédacteurs de la « *Retch* », que nous ne tiendrions pas un seul jour et que, pour cette raison, il ne fallait pas se mettre en mauvais termes avec les anciens patrons, qu'il valait mieux attendre.

Nous avons travaillé sans collaborateurs, dans un local terriblement froid, en lutte contre le sabotage des « intellectuels ». Il suffit de rappeler qu'à Moscou, au lendemain de la nationalisation des banques, à une réunion de tous les employés organisée par le Soviet de Moscou, 34 personnes, en tout, acceptèrent de se joindre au régime ! Et encore, la plupart d'entre elles étaient des voyous et nous avons été obligés d'en fusiller quelques-unes prises la main dans le sac.

Je me souviens d'une autre conférence à laquelle avaient assisté les principaux représentants de la Société électrotechnique de Moscou. Cette conférence eut lieu à la station électrique anciennement nommée « 1886 », aujourd'hui portant le nom de « *Smidovitch* ». A moi, représentant du pouvoir soviétique, il m'échut d'entendre un nombre incalculable d'épithètes peu flatteuses. J'eus beau raisonner par tous les moyens les ingénieurs en fureur, j'eus beau leur rappeler « *qu'il ne faut pas cracher dans un puits, car il peut arriver qu'on soit obligé d'y boire* », aucun des spécialistes n'éleva la voix pour soutenir ma proposition de continuer à travailler dans les entreprises dans lesquelles ils se trouvaient au moment de la nationalisation, au moment de la révolution.

Dans une telle situation, seuls le temps et la persévérance, un travail systématique et opiniâtre, pouvaient créer les conditions nécessaires pour appliquer dans la vie les principes de la révolution d'Octobre et pour restaurer l'économie publique.

L'ancien ministère du Commerce et de l'Industrie, devenu aujourd'hui le Conseil supérieur de l'économie publique, était bondé de délégations, en majorité ouvrières, accourues de tous côtés, qui prenaient une part active à la solution de tous les problèmes.

Il y avait très peu d'employés capables. Ils allaient et venaient d'une institution à l'autre. Kritzman

[2] La Nouvelle politique économique (NEP, *Novaïa èkonomitcheskaïa politika*) fut adoptée par le Xe Congrès du Parti communiste en mars 1921 afin de remplacer les mesures économiques du « communisme de guerre ». Avec l'adoption de la NEP, conçue par Lénine comme une « retraite forcée », les relations marchandes sont devenues la forme principale des rapports entre l'industrie nationalisée et l'économie paysanne. La suppression du système de réquisitions et le passage à l'impôt en nature ont permis aux paysans de vendre leurs surplus sur le marché et d'y acquérir les articles manufacturés dont ils avaient besoin. La NEP offrait également des concessions aux capitaux étrangers afin de relancer la production agricole et industrielle dévastées par la guerre. La NEP fut d'application jusqu'au Premier plan quinquennal de 1928 et ne prit officiellement fin qu'en 1930 avec la collectivisation forcée des terres.

commença à s'occuper de l'organisation de la production et finit par travailler dans l'industrie chimique et alimentaire.

Je me souviens des progrès graduels du cam. Antipov, auquel appartient l'idée de la création de notre première organisation économique, celle du cuir (*Glavkoja*). Bientôt apparut Otto Iouliévitich Schmidt, qui, tout en étant un mathématicien de premier ordre, finit, on ne sait trop pourquoi, par lier sa destinée aux premiers pas... de l'industrie textile.

Une des tâches les plus importantes de notre Conseil supérieur de l'économie publique consistait à attirer des spécialistes compétents et dévoués et des économistes de valeur qui fussent des communistes. Au début ce n'était pas chose facile.

Le rôle de Vladimir Ilitch au cours de cette période, dans l'œuvre de l'édification de l'économie publique a été particulièrement grand et chargé de lourdes responsabilités. Beaucoup parmi nous, surtout les jeunes, tentaient de toutes leurs forces de réaliser d'un coup tout le programme du Parti. La question de la nationalisation de telle ou telle entreprise paraissait d'une extrême importance ; un retard de deux ou trois jours dans la nationalisation d'une usine semblait mettre en danger les intérêts de l'économie publique. Vladimir Ilitch nous calmait toujours et aimait à rappeler sa brochure : *Les Bolcheviques se maintiendront-ils au pouvoir ?* ^[3], ou ses articles économiques dans lesquels il avait développé son programme sur la nécessité de limiter au début la nationalisation aux banques, syndicats, chemins de fer.

Il a montré que la nationalisation des entreprises, c'est seulement la création d'une forme nouvelle, mais ce qui importe c'est le contenu et non la forme. Le plus important est d'organiser convenablement les entreprises nouvellement nationalisées. Il était extrêmement soucieux de mettre tous ceux qui pouvaient être utiles à des postes appropriés. Si un camarade paraissait être un opportuniste dont personne ne voulait s'approcher, Vladimir Ilitch sachant qu'il était autrefois un grand organisateur de l'industrie, passait avec lui des heures, s'efforçant de l'attirer au Conseil supérieur de l'économie publique ou lui confiait des missions importantes.

Si nous rencontrions des difficultés quelconques dans notre travail (et il y en avait des milliers tous les jours), nous nous empressions de téléphoner à Vladimir Ilitch, lui demandions conseil, souvent nous nous rendions à Smolny ^[4] et nous recevions toujours la solution qui épuisait complètement la question. Vladimir Ilitch a consacré une très grande énergie pour attirer au travail L. B. Krassine ^[5].

Cependant, dans la période de Pétersbourg, Krassine n'a pas travaillé au Conseil supérieur de l'économie publique ; il remplissait diverses missions souvent très importantes, par exemple il avait été chargé d'entamer des pourparlers avec l'Allemagne en vue de la conclusion d'un traité commercial avant les pourparlers de Brest-Litovsk ^[6], etc.

Vladimir Ilitch cherchait constamment et avec persévérance les moyens d'attirer les grands

[3] Voir : [*Les bolchéviques garderont-ils le pouvoir ?*](#)

[4] L'Institut Smolny était jusqu'en août 1917 un collège de jeunes fille nobles. Il fut le siège du Soviet de Petrograd, du Comité exécutif central pan-russe des soviets des députés ouvriers et soldats et de sa fraction bolchevique. Après la Révolution d'Octobre, il fut le siège du Gouvernement soviétique et la résidence de Lénine jusqu'à leur installation à Moscou en mars 1918.

[5] Krassine, Léonid Borissovitch (1870-1926), ingénieur et diplomate soviétique. Bolchevique depuis 1903. Dirigeant bolchevique à Saint-Petersbourg en 1905, spécialisé dans l'activité clandestine (imprimeries, achat d'armes et d'explosifs, expropriation de fonds). Conciliateur avec les mencheviques, il rompt avec Lénine en 1909. Adhère à nouveau au Parti bolchevique après la Révolution d'Octobre, élu au CC en 1924. Commissaire du peuple au Commerce extérieur (1920-1925). Représentant commercial en Grande-Bretagne (1920-1923), il négocie le premier traité commercial avec ce pays (1921). Membre des délégations soviétiques aux conférences internationales de Gênes et La Haye (1922). Ambassadeur en France (1924-1925) et en Grande-Bretagne (1925-1926).

[6] Traité de paix signé le 3 mars 1918 dans la ville de Brest-Litovsk (aujourd'hui en Biélorussie) entre la Russie et les puissances de la Quadruple Alliance (Allemagne, Autriche-Hongrie, Bulgarie, Turquie), mettant fin à la participation russe à la Première guerre mondiale.

spécialistes bourgeois d'autrefois et les organisateurs de l'économie. Il savait parfaitement qu'il ne fallait pas hésiter à donner à ces gens de fortes sommes d'argent et à leur donner des situations privilégiées ; selon l'opinion de Lénine on ne pouvait pas se passer d'eux pendant cette période.

C'est la camarade Vitt Takovlevna qui fut chargée de créer l'appareil. Du matin au soir avec opiniâtreté et énergie elle s'acquittait de sa tâche qui ne tarda pas à donner des résultats. Tel était pour ainsi dire l'ordre « normal » du travail.

Mais dans des conditions semblables, il nous était impossible de résoudre tous les problèmes qui se posaient devant nous. Aussi le camarade Larine ^[7] imagina-t-il une autre méthode de travail qui s'appelait l'« *anarchisme amusant* ». Ne pouvant examiner au bureau un tas de questions de la plus haute importance, nous nous réunissions officieusement de temps en temps dans une chambre de l'hôtel « *Astoria* » où habitaient la plupart d'entre nous ; nous attirions le camarade Menjinski ^[8], alors Commissaire aux Finances, le camarade Piatakov ^[9], directeur de la Banque d'État et d'autres camarades, et nous résolvions en une heure ou deux des questions telles que l'annulation des dettes d'État, nous élaborions des décrets qui passaient au Conseil des commissaires du peuple.

À ces réunions, Larine se mettait à fouiller dans une de ses innombrables poches, en retirait un bout de papier sale sur lequel étaient griffonnés en tous sens une dizaine et demie de projets de décrets divers. La moitié était rejetée sur-le-champ et l'autre, acceptée en principe, était élaborée et transmise au Conseil des commissaires du peuple.

Graduellement, notre organisation se développait, l'appareil prenait corps ; des dizaines et des centaines de délégués passaient entre nos murs ; des projets grandioses étaient présentés et élaborés. Je me souviens du délégué Kouniouchov, actuellement président du syndicat métallurgique, et à l'époque représentant de l'usine Briansk, qui avait déployé une énergie formidable pour assurer l'existence de son usine. Je me souviens du camarade Borrisov, qui organisa la section d'or et la négociation des objets en or pour les fonds d'État. Le cam. Antipov s'est adapté rapidement chez nous et est devenu un économiste remarquable. Et beaucoup d'autres camarades sont passés par notre organisation.

Parler d'une ligne économique relativement claire à cette époque, c'était très difficile. Il n'y a pas si longtemps que les banques ont été nationalisées. L'une après l'autre, les fabriques et quelques usines ont été nationalisées. Mais cette nationalisation, avant le décret du 28 juin 1918, ne portait pas le caractère d'une nationalisation basée sur un plan établi à l'avance. La majeure partie de la

[7] Larine Youri, pseudonyme de Lourié Mikhaïl Zalmanovitch (1882-1932), économiste, membre du POSDR en 1901 à Simféropol (Crimée), arrêté et déporté en 1902, s'évade en 1904. Membre de la fraction menchevique. Arrêté et exilé en 1913. Menchevique internationaliste pendant la guerre, membre du Comité exécutif central des soviets en février 1917, adhère à l'Organisation inter-rayons des social-démocrates unifiés qui fusionne avec le Parti bolchevique en août. Membre du Présidium du Conseil supérieur de l'économie nationale, spécialiste des finances, il fut l'un des fondateurs du Gosplan. Oppositionnels pendant quelques années, il rallie Staline en 1926 et dirige la création des sovkhozes lors de la collectivisation forcée. Père adoptif de la dernière épouse de Boukharine, Anna Larina. Décède de maladie.

[8] Menjinski, Viatchéslav Rudolfovitch, (1874-1934). Polonais, adhère au POSDR en 1902 ; bolchevique en 1903. Émigré de 1909 à 1917, fait partie de la fraction de « *Vpériod* » avec Bodganov et Lounatcharsky. Après la révolution d'Octobre, Commissaire du peuple aux Finances (janvier-avril 1918). Consul général à Berlin (1918-1919). Commissaire de l'Inspection Ouvrière et Paysanne jusqu'à fin 1919. A partir de 1919-1920, membre du Collège de la Tchèque. Chef du Département spécial de la Tchèque (1920) et des Opérations secrètes (1921). Vice-président (1923-1926), puis président (1926-1934) de l'(O)GPU. Membre du Comité central du PCR(b) (1927-1930).

[9] Piatakov, Georgi Léonidovitch (1890-1937), d'abord anarchiste puis bolchevique en 1910. Arrêté, déporté, s'évade via le Japon, d'abord aux États-Unis puis en Suisse. Fait partie du « Groupe de Baugy » avec Boukharine. Président du Comité militaire révolutionnaire de Kiev en 1917. « Communiste de gauche » opposé à la paix de Brest-Litovsk. Directeur de la Banque d'État (1917-1918). Président du Gouvernement ouvrier et paysans provisoire d'Ukraine (1918), mène la lutte clandestine contre l'occupant allemand. Pendant la Guerre civile, membre des Comités militaires révolutionnaires des 13e, 16e et 6e armées. Membre de l'« Opposition militaire ». Participe à la préparation de l'insurrection d'Octobre 1923 en Allemagne. Membre du CC du PCR(b) (1922-1927 et 1930-1936). Représentant commercial en France (1927). Membre de l'Opposition de gauche, exclu du Parti en 1927, capitule en 1928. Président de l'Administration de la Banque d'État (1929) et Vice-commissaire du peuple à l'Industrie lourde (1931-1932). Arrêté en septembre 1936 et exécuté le 1er février 1937.

nationalisation de la première période a été faite à la suite de la fuite des industriels et des fabricants ou bien contre leurs tentatives de saboter la production en guise de vengeance.

Je me rappelle les points de vue de Vladimir Ilitch sur la nationalisation au cours de cette période. Il m'a dit plus d'une fois : « *Nous pouvons nationaliser dix fois plus que nous ne le faisons ; là n'est pas l'essentiel, ce qui est important c'est d'apprendre à mettre la production dans une bonne voie et de la diriger.* » Il ne faisait aucune difficulté pour signer les décrets sur la nationalisation. Mais il n'oubliait jamais de rappeler que la nationalisation elle-même ne signifie encore rien, ne change encore rien.

Il fallait se demander comment on dirige des fabriques et des usines nationalisées. Nous nous sommes tous emparés de l'idée du camarade Antipov, celle d'organiser la *Glavka Glavkoja*, notre première organisation économique, celle du cuir. Lénine a également approuvé cette idée et, grâce au concours actif d'Antipov, les *glavki* ont commencé à se former dans toutes les branches de l'économie. Les premiers temps, elles se composaient pour un tiers de représentants des syndicats, un tiers de patrons et un tiers de représentants du Conseil supérieur de l'économie publique. Le principe par tiers a été le principe normal de l'organisation de l'industrie pendant la première période de l'existence du Conseil.

Parallèlement aux nationalisations accidentelles, déjà pendant la première période du pouvoir soviétique, fut posé le principe de la nécessité de la nationalisation dans des branches entières de l'industrie. Une des premières a été naturellement la production du pétrole. Lénine a pendant longtemps été en pourparlers avec le camarade Goukovski ^[10], qui a travaillé dans cette branche et qui a fait une conférence à ce sujet à la séance du Conseil des commissaires du peuple. Goukovski fut élu Commissaire et reçut la mission d'effectuer la nationalisation de la production du pétrole. En suite ce fut le tour des transports fluviaux du Volga.

Cette question fut posée devant nous et devant le Conseil des commissaires du peuple par les organisations syndicales des bateliers eux-mêmes. Je me rappelle que dans cette question de grandes difficultés furent provoquées par notre « principe par tiers ». Le syndicat des bateliers exigea qu'on chassât définitivement tous les patrons. Mais la nationalisation comme une ligne économique sûre, commençait à peine à se dessiner.

Je me rappelle que déjà quand nous étions à Moscou, au printemps de 1918, lorsque nous eûmes raffermi notre situation après l'évacuation de Petrograd, de nombreuses discussions surgirent à l'hôtel *Métropole* au sujet de l'organisation des trusts – trusts ou *Glavka*, on ne savait trop ; en un mot, au sujet des entreprises économiques. Les usines Sormovski, Kolomenski, Koulebanski, Viksounski devaient en faire partie et on devait mettre à la tête de toute l'organisation un grand ingénieur – l'homme d'affaires Mechtcherski, un des représentants des anciens possesseurs et un actionnaire de ces entreprises. Il est vrai qu'après un long examen, le Conseil supérieur de l'économie publique rejeta cette idée non pour des raisons de principe, mais à la suite d'un désaccord avec Mechtcherski.

Parallèlement à mes occupations au Conseil supérieur de l'économie publique qui duraient du matin jusqu'à l'après-midi et de 6 heures à 9 heures, presque tous les soirs j'assistais aux séances du Conseil des commissaires du peuple à Smolny. Ici se rencontraient presque tous les travailleurs de tous les commissariats, examinant les résultats les plus importants de leurs travaux et les événements les plus significatifs qui s'étaient produits au cours de la journée. Le « buffet » de Smolny était un genre de club, dans lequel nous échangeons nos opinions et menions des discussions acharnées. Comment n'aurait-il pas attiré les camarades ! Au cours de la séance du Conseil des commissaires du peuple, qui se prolongeait souvent jusqu'à 4-5 heures du matin, on distribuait deux sandwiches au pain noir et un nombre illimité de verres de thé. Ce n'était pas rien pendant la famine. Lorsque les questions débattues n'offraient pas un grand intérêt, « notre club » ne se faisait pas faute de chahuter quelque peu et

[10] Goukovski, Isidor Emmanouïlovitch (1871-1921), adhère à la social-démocratie en 1898, membre de la fraction menchevique du POSDR à partir de 1903. Plusieurs fois arrêté, milite à Bakou puis à Odessa. Secrétaire du journal menchevique « *Novaya Jizn* » en 1906. Rejoint les bolcheviques après la Révolution d'Octobre et nommé Commissaire du peuple aux Finances, puis représentants diplomatique de la RSFSR en Estonie. Décède d'une pneumonie en 1921.

désertait la salle des séances, l'abandonnant aux socialistes-révolutionnaires de gauche ^[11] (il ne faut pas oublier qu'à cette époque ils faisaient encore partie du Conseil des commissaires du peuple et du Comité exécutif central).

Nous recevions alors un mot bref et mécontent d'Ilich nous invitant à rentrer immédiatement dans la salle des séances. Le plus souvent, cela arrivait lorsque les socialistes-révolutionnaires de gauche, désespérément entichés d'art oratoire, cherchaient à confondre Ilich par leurs discours et leurs comparaisons super-parlementaires. Ilich se fâchait surtout parce que lui-même ne pouvait échapper à ces bavardages.

Je me souviens de nos retours à l'hôtel *Astoria* dans des voitures prises dans les écuries du tsar ou dans des automobiles, à travers les montagnes de neige qui avaient couvert tout Petrograd en cet hiver de 1918. A 9 heures du matin il fallait être au travail. Le transfert à Moscou nous fit beaucoup de tort. L'appareil que nous avons eu tant de peine à mettre sur pied, se disloqua ; de local nous n'en avons pas, tout le monde courait au *Métropole*, mais le travail n'en allait pas mieux.

C'est seulement au printemps de 1918 que commença une période d'organisation active, mais ce fut au prix des pires difficultés. La guerre civile, l'offensive sur tous les fronts, les troubles provoqués par les koulaks, créaient un état d'extrême surexcitation ; de nombreux camarades étaient envoyés au front, les cadres se vidaient, l'appareil était détruit.

Le travail intensif, suivant une ligne claire et à une vaste échelle, n'a commencé qu'après le décret du 28 juin 1918 sur la nationalisation des entreprises fondamentales de toutes les grandes branches de l'industrie. Bien entendu, notre ligne était depuis longtemps tracée comme la ligne de la nationalisation de toute la grande industrie. Mais la ligne c'est une chose et le rythme du travail en est une autre. Nous ne pensions pas marcher si vite dans cette voie. Les pourparlers avec les Allemands nous ont conduits à l'accélération de cette nationalisation. Ils exigeaient la restitution de leurs entreprises que nous n'avions pas encore nationalisées et le rachat de celles qui l'étaient déjà ; il nous fallut achever le plus rapidement possible la nationalisation pour paralyser les tentatives des capitalistes allemands.

Je me rappelle comment nous avons « élaboré » ce projet de décret. Nous avons appelé les représentants des diverses branches de l'industrie, nous nous sommes entourés de tous les renseignements possibles, afin de ne rien laisser échapper d'important et nous avons tout inscrit minutieusement. La copie des listes d'entreprises nous a pris beaucoup de temps et nous avons failli être en retard à la séance du Conseil des commissaires du peuple. J'ai été chargé de rapporter sur ce projet de décret.

C'est seulement après avoir pris le décret sur la nationalisation des entreprises dans les branches fondamentales de l'industrie que commença la période ardente de la « maîtrise » de ce qui avait été nationalisé. On commença à organiser les *glavki* ; des sections du Conseil supérieur de l'économie publique furent créées à un rythme plus accéléré qu'auparavant, des spécialistes de plus en plus éminents et de plus en plus nombreux arrivèrent. Lorsque l'État eut pris entre ses mains le financement de toutes ces entreprises leur « maîtrise » fut naturellement rapidement effectuée. Le Conseil supérieur de l'économie publique entra alors dans la voie normale d'un travail fécond.

[11] La Fraction de gauche au sein du Parti socialiste-révolutionnaire est née pendant la Première guerre mondiale et s'est constituée en « Parti des socialistes-révolutionnaires de gauche (internationalistes) » lors de son Ier congrès du 19 au 28 novembre (2-11 décembre) 1917. Les S-R de gauche ont soutenu la révolution d'Octobre et ont formé en décembre 1917 une coalition avec les bolcheviques en intégrant le Conseil des commissaires du peuple et les nouvelles institutions soviétiques (Tchéka, Armée rouge...). Farouchement opposés au traité de paix Brest-Litovsk, une courte majorité des S-R de gauche décide d'assassiner l'ambassadeur allemand Mirbach afin de provoquer une nouvelle guerre et organise contre les bolcheviques une insurrection rapidement écrasée les 6-7 juillet 1918. Deux fractions refusant cette orientation se constituent alors en partis, les « communistes-populistes » et les « communistes-révolutionnaires ». Les premiers fusionnèrent avec les bolcheviques le 6 novembre 1918 et les seconds le firent en septembre 1920.

Nous pouvons rire aujourd'hui des prophéties de la « *Recht* », selon laquelle « *le premier jour du triomphe final des bolchéviks serait le jour de leur chute violente* ».

De nombreux jours ont passé depuis le temps où les professeurs cadets ^[12] assis sur leurs malles attendaient l'effondrement du pouvoir soviétique. « Si ce n'est pas aujourd'hui, cela sera demain, sinon dans une semaine... »

Les malles sont vendues depuis longtemps, mais le pouvoir soviétique ne fait que se renforcer.

() Cet article a été écrit pour le Xe anniversaire de la révolution d'octobre.*

[12] Parti constitutionnel-démocrate (dit « cadet » pour ses initiales « K-D »), parti principal de la bourgeoisie libérale, fondé en octobre 1905. Il regroupait les représentants de la bourgeoisie, des propriétaires fonciers et des intellectuels bourgeois et se prononçait en faveur d'une monarchie constitutionnelle par des réformes démocratiques graduelles. Après la victoire de la Révolution d'Octobre, les cadets furent la principale force politique de la contre-révolution.